

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 mai 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Mise à disposition de locaux dans les antennes de justice pour le Délégué du défenseur des droits - Convention

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.075

Date de la convocation :
Le 14/05/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit.

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a en charge la gestion des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe-Juan.

Les Antennes de justice ont pour objectif de favoriser l'accès au droit pour le plus grand nombre mais aussi de développer des réponses alternatives afin de lutter contre la petite et moyenne délinquance et le sentiment d'impunité. Elles constituent un cadre privilégié pour mettre en œuvre des mesures de médiation pénale et/ou familiale et de conciliation judiciaire en matière civile, pour mener des actions d'aide aux victimes et d'aide à l'accès au droit. Dans ce cadre, différents partenaires y réalisent des interventions, dont le Délégué du Défenseur des droits.

Par délibération n° BC.2017.181, le Bureau Communautaire du 6 novembre 2017 autorisait Monsieur le Président à signer une convention auprès du Délégué du Défenseur des droits. Entre temps, des changements ont été opérés. Une secrétaire générale a été nouvellement désignée et habilitée à signer cette convention pour le Défenseur des droits et une mission complémentaire de lanceur d'alerte a complété les 4 autres missions ; il convient donc de l'abroger et de la remplacer par la nouvelle convention soumise à votre approbation.

Institué par l'article 71-1 de la Constitution et la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011, le Défenseur des droits, autorité administrative indépendante, est à présent chargé de cinq missions :

- les relations avec les services publics ;
- la défense des droits de l'enfant ;
- la lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité ;
- la garantie du respect de la déontologie dans le domaine de la sécurité ;
- lanceur d'alerte.

Ses délégués sont chargés d'assurer, bénévolement, l'accueil des personnes dans le but, notamment :

- de les informer des compétences du Défenseur des droits et, le cas échéant, de réorienter les réclamations qui ne relèvent pas de sa compétence ;
- d'analyser la recevabilité des demandes qui leur sont soumises puis de procéder à un règlement amiable (à l'exclusion des réclamations en matière de déontologie de la sécurité) ou, le cas échéant, de les transmettre au siège du Défenseur des droits.

Intervenant depuis sa création au sein des antennes de justice de la C.A.S.A., le Défenseur des Droits est aujourd'hui un partenaire clef assurant le règlement amiable des litiges opposant l'usager à l'Administration. En ce sens, il a une mission de médiation de service public et de lutte contre les discriminations.

La convention qui est soumise à votre approbation a pour objectif de formaliser la mise à disposition des locaux des Antennes de justice afin de permettre la réalisation de permanences au bénéfice des habitants de la CASA, et de préciser les engagements de chacune des institutions.

Ainsi, la C.A.S.A. s'engage à :

- accueillir dans les locaux des 3 Antennes de Justice le Délégué du Défenseur des droits pour l'exercice de ses missions à raison de 2 demi-journées par semaine ;
- mettre à disposition du Délégué du Défenseur des droits, une armoire fermant à clef, un téléphone, un accès à Internet, la possibilité de faire des photocopies ;
- assurer l'affranchissement des courriers du Délégué du Défenseur des droits ;
- faire connaître la permanence du Délégué du Défenseur des droits par tous moyens de communication (casa infos, site Internet, ...).

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle sera ensuite renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 3 ans et pourra ensuite être renouvelée de façon expresse.

Considérant l'intérêt que présente cette convention pour la Communauté ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le principe de partenariat entre les Antennes de justice de la C.A.S.A. et le Défenseur des droits,
- d'abroger la délibération n° BC.2017.181 du Bureau communautaire du 06 novembre 2017 autorisant Monsieur le Président à signer une convention de même nature,
- d'approuver les termes de la nouvelle convention à intervenir entre la C.A.S.A. et le Défenseur des droits, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le principe de partenariat entre les Antennes de justice de la C.A.S.A. et le Défenseur des droits,
- d'abroger la délibération n° BC.2017.181 du Bureau communautaire du 06 novembre 2017 autorisant Monsieur le Président à signer une convention de même nature,
- d'approuver les termes de la nouvelle convention à intervenir entre la C.A.S.A. et le Défenseur des droits, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 mai 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
REALISATION DE PERMANENCES
DU DELEGUE DU DEFENSEUR DES DROITS

Entre

La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA) dont le siège se situe Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES, représentée par son Président, Jean LEONETTI, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Bureau communautaire en date du 20 mai 2019,

Et

Le Défenseur des droits, 3, Place de Fontenoy – 75334 PARIS CEDEX 07
Représenté par le Défenseur des droits, Monsieur Jacques TOUBON

Préambule :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence « Politique de la Ville » sur son territoire à compter du 1^{er} juillet 2004. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire l'accès au droit.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis souhaite mettre à disposition ses locaux et ses équipements, au sein des Antennes de Justices d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis - Biot et de Vallauris Golfe Juan, pour l'exercice des missions du Délégué du Défenseur des droits.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : DEFINITION DE LA MISSION DE DEFENSEUR DES DROITS :

Institué par l'article 71-1 de la Constitution et la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011, le Défenseur des droits, autorité indépendante, est chargé de cinq missions :

● Relations avec les services publics :

Le Défenseur des droits peut être saisi par toute personne physique ou morale qui s'estime lésée par le fonctionnement d'une administration de l'Etat, d'une collectivité territoriale, d'un établissement public ou d'un organisme investi d'une mission de service public (organismes sociaux, entreprises publiques...).

Le Défenseur des droits peut être saisi au terme d'une première démarche infructueuse auprès du service public mis en cause, en constituant un dossier complet.

- Défense des droits de l'enfant :

Le Défenseur des droits peut être saisi directement par un enfant qui invoque la protection de ses droits ou une situation mettant en cause son intérêt, par ses représentants légaux, les membres de sa famille, les services médicaux ou sociaux ou toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits et se proposant par ses statuts de défendre les droits de l'enfant.

- Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité :

Le Défenseur des droits peut être saisi directement par toute personne qui s'estime victime d'une discrimination, directe ou indirecte, prohibée par la loi ou par un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, ou par toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits se proposant par ses statuts de combattre les discriminations ou d'assister les victimes de discriminations, conjointement avec la personne s'estimant victime de discrimination ou avec son accord.

- Déontologie de la sécurité :

Le Défenseur des droits peut être saisi directement par toute personne qui a été victime ou témoin de faits dont elle estime qu'ils constituent un manquement aux règles de déontologie dans le domaine de la sécurité.

- Lanceur d'alerte :

Le Défenseur des droits peut être saisi directement par un lanceur d'alerte. Il oriente et protège toute personne physique qui révèle ou signale, de manière désintéressée et de bonne foi, un crime ou un délit, une violation grave et manifeste d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, de la loi ou du règlement, ou une menace ou un préjudice graves pour l'intérêt général, dont elle a eu personnellement connaissance.

Article 2 : OBJECTIFS

Tous les délégués, nommés et installés par le Défenseur des droits, sont chargés d'assurer, bénévolement, l'accueil des personnes dans le but, notamment :

- de les informer des compétences du Défenseur des droits et, le cas échéant, de réorienter les réclamations qui ne relèvent pas de sa compétence,
- d'analyser la recevabilité des demandes qui lui sont soumises puis de procéder à un règlement amiable (à l'exclusion des réclamations en matière de déontologie de la sécurité) ou, le cas échéant, de les transmettre au siège du Défenseur des droits.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

La C.A.S.A. s'engage à :

- Accueillir dans les locaux des 3 Antennes de Justice le Délégué du Défenseur des droits pour l'exercice de ses missions à raison de 2 demi-journées par semaine :
 - Antenne de Justice d'Antibes Juan-Les-Pins située 80, 2^{ème} avenue, Quartier Nova Antipolis – 06600 Antibes
 - Antenne de Justice de Valbonne Sophia Antipolis - Biot située 2, place des Amouriers, Garbejaire - 06560 Valbonne Sophia Antipolis
 - Antenne de Vallauris Golfe Juan située 6, boulevard Jacques Ugo - 06220 Vallauris

- mettre à disposition du Délégué du Défenseur des droits, une armoire fermant à clef, un téléphone, un accès à Internet, la possibilité de faire des photocopies ;
- assurer l'affranchissement des courriers du Délégué du Défenseur des droits ;
- faire connaître la permanence du Délégué du Défenseur des droits par tous moyens de communication (casa infos, site Internet, ...).

Les modalités d'exercice des missions du Délégué du Défenseur des droits peuvent faire l'objet de modifications, par un avenant, après accord préalable des deux parties.

Article 4 : RESPONSABILITE

Le Défenseur des droits fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de son occupation. Il est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient.

Le Défenseur des droits répond des dégradations causées aux locaux mis à sa disposition pendant le temps qu'il en aura la jouissance et commises tant par lui-même que par ses agents, préposés et toute personne effectuant des travaux pour son compte.

Le Défenseur des droits reste son propre assureur, notamment pour les risques locatifs et de façon générale tous les risques liés à son occupation.

Le Défenseur des droits étant son propre assureur, est dispensé de justifier la souscription d'une assurance spécifique pour ces locaux.

Article 5 : DUREE

La présente convention prendra effet une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle sera ensuite renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 3 ans et pourra ensuite, être renouvelée de façon expresse.

Article 6 : CONDITION DE RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée avant son terme, quel qu'en soit le motif, par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis d'au moins un mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en deux exemplaires originaux à Valbonne Sophia Antipolis,
le

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président,

Pour le Défenseur des droits,
Par délégation,
La Secrétaire Générale,

Jean LEONETTI

Constance RIVIERE

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/05/2019
Numéro : BC_2019_075
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition de locaux dans les antennes de justice pour le Délégué du défenseur des droits - Convention
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : NYYPPLI

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/06/2019
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC_2019_075-DE

Acte reçu

Date : 20/05/2019
Numéro interne : BC_2019_075
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Mise à disposition de locaux dans les antennes de justice pour le Délégué du défenseur des droits - Convention
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_075-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_075-DE-1-1_2.PDF

N